

**BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE
EXPRESSION FRANÇAISE ET CULTURE SOCIOÉCONOMIQUE**

Toutes options

Durée : 240 minutes

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Aucun**

Le sujet comporte **10** pages

LISTE DES DOCUMENTS

DOCUMENT PRINCIPAL : Dominique DESJEUX, « La sobriété volontaire est-elle l'avenir de la consommation ? », *Sciences Humaines* n° 349, Juillet 2022.

DOCUMENTS ANNEXES :

DOCUMENT 1 : Razmig KEUCHEYAN, « Il faut définir nos besoins authentiques collectivement », propos recueillis par Aude MARTIN, *Alternatives économiques*, n° 410, mars 2021

DOCUMENT 2 : Jessica BERTHEREAU, « Déconsommation : les Français achètent moins pour acheter mieux », *pourleco.com*, le 26 décembre 2019, modifié le 6 janvier 2022 ;

DOCUMENT 3 : Hortense CHAUVIN, « Les économies d'énergie méprisées par les politiques », *reporterre.net*, 29 septembre 2021

DOCUMENT 4 : D'ABZAC J., BAKAYOKO I., BELGODERE G., DUCHATEAU T., GRILLET S., « Les différents concepts de la sobriété et leurs applications en Agroécologie », <https://dicoagroecologie.fr/dictionnaire/sobriete>, 2021

DOCUMENT 5 : Ryûnosuke KOIKE, *Éloge du peu*, « L'achat inutile, summum du gaspillage », Éditions Picquier, 2019

SUJET

Quatre points seront consacrés à l'évaluation de la présentation et à celle de la maîtrise des codes (orthographe et syntaxe).

PREMIÈRE PARTIE (7 points)

En vous appuyant sur le document principal, répondez aux questions suivantes.

Première question (1 point)

Repérez dans le texte deux motivations des défenseurs de la consommation frugale.

Deuxième question (3 points)

Reformulez le passage suivant, en gras dans le texte, et illustrez-le par deux exemples d'alternatives à la consommation d'énergies fossiles que vous aurez repérés dans le texte.

« Cette situation contribue directement au réchauffement climatique tant que les énergies fossiles ne seront pas remplacées par des énergies alternatives. Dès lors, la révolution énergétique qui demande de diminuer la consommation ne peut être que mondiale. »

Vous répondrez en une quinzaine de lignes.

Troisième question (3 points)

Expliquez l'affirmation en gras dans le texte : « Or, la bonne volonté des tenants de la sobriété volontaire ne suffira pas à diminuer la consommation d'énergie fossile. Elle nécessitera probablement une bonne dose de planification et de contrainte qui pèsera plus sur les classes moyennes et moyennes supérieures que sur les ultra-riches. »

Vous répondrez en une quinzaine de lignes.

DEUXIÈME PARTIE (9 points)

Vous souhaitez réagir à l'article de Dominique Desjeux en lui adressant une lettre ouverte de trois pages (soit 700 à 800 mots environ), publiée dans un hebdomadaire à grand tirage. Dans cette lettre ouverte, vous répondez, en prenant clairement position, à la question suivante :

Faut-il imposer la déconsommation ?

Vous vous appuyerez sur des arguments socioéconomiques et culturels précis extraits des documents joints en annexes et sur vos connaissances personnelles.

Respectez l'anonymat en ne signant d'aucun nom.

DOCUMENT PRINCIPAL

LA SOBRIÉTÉ VOLONTAIRE EST-ELLE L'AVENIR DE LA CONSOMMATION ?

Au nom de l'urgence écologique, de plus en plus de citoyens prônent un mode de vie plus frugal. Mais le vrai salut pourrait venir de la crise énergétique mondiale qui oblige à faire des économies.

Acheter plus ne rend pas plus heureux. C'est le leitmotiv¹ des tenants de la frugalité volontaire, de la décroissance et de la déconsommation. Cette aspiration, qui s'inscrit pour une bonne part dans les pratiques quotidiennes en faveur d'une transition énergétique, fait régulièrement la « une » des médias, et tient une bonne place dans les discours de certains hommes et femmes politiques. En travaillant moins, en consommant moins et mieux, il s'agit de contribuer à sortir nos sociétés d'une forte dépendance aux énergies fossiles. Véritable « pionniers », ces défenseurs sont dotés d'une forte croyance - ici écologique - qui leur permet d'agir en faveur des énergies alternatives ou du maintien de la biodiversité, tout en pratiquant une vie frugale malgré les contraintes qui se dressent devant eux.

Certains vont acheter des légumes locaux dans une AMAP², pratiquer le vélo, développer la permaculture, faire la cuisine, laver les couches en tissu de leur bébé, vendre dans un vide-greniers ou acheter des produits de seconde main³. D'autres, plus attachés à l'action collective, vont construire leurs logements, se retirer dans un village pour vivre en commun ou mutualiser l'usage de la machine à laver le linge afin d'économiser l'eau et les matériaux nécessaires à leur fabrication. Ils représentaient 14 % des Français sans problème de revenu en 2014⁴.

En 2019, *le Monde* confirme que la consommation n'a pas baissé et que les Français ne sont pas plus frugaux. Si cet idéal de frugalité bénéficie d'une forte visibilité, il ne concerne en pratique qu'une frange limitée de la population. C'est surtout un sujet conflictuel : 21 % des Français déclarent vouloir consommer plus et 27 % moins⁵. En effet, près d'un Français sur deux (48 %) déclarait en 2014 – c'est-à-dire après la dernière grande crise économique qu'a été 2008 - ne pas consommer autant qu'il le souhaiterait en raison d'un pouvoir d'achat jugé insuffisant pour atteindre la consommation minimale visée par les défenseurs de la frugalité volontaire. Or, l'expérience nous montre justement que sans une contrainte forte, d'ordre économique notamment, les individus ont peu de chances de diminuer leur consommation.

¹ « Formule, idée qui revient sans cesse dans un discours, une œuvre littéraire, une conversation etc. » (Larousse)

² Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

³ Fabrice Clochard et Dominique Desjeux (dir.) : *Le consommateur malin face à la crise*, L'Harmattan, 2013.

⁴ Nicolas Siounandan, Pascal Hébel, Pascal et Justine Colin, « En marge de la crise : émergence d'une frugalité choisie », Crédoc, *Consommation et modes de vie*, n°266, avril 2014.

⁵ Dominique Desjeux, « Et si l'utopie de la décroissance devenait une pratique de masse ? » in Olivier Badot et Philippe Moatti (dir.), *Utopies et consommation*, EMS, 2020.

DOCUMENT PRINCIPAL (suite)

Naissance de la société de consommation.

L'histoire nous en donne une bonne illustration à travers la crise économique qui, au milieu du 18ème siècle, annonce la révolution industrielle. L'Angleterre est en pleine crise démographique. Elle n'arrive plus à nourrir, habiller et équiper sa population faute d'une surface suffisante pour l'élevage des moutons dont la laine est nécessaire à la confection des vêtements. Elle manque de bois pour la construction des maisons, des navires et de la petite industrie. Elle surmontera la crise grâce à une nouvelle énergie fossile, le charbon, qui détrône les bioénergies, et part à la conquête de nouveaux territoires coloniaux comme l'Amérique du Nord.

C'est le début d'une nouvelle expansion mondiale qui donnera naissance à la société de consommation. D'abord réservée à la bourgeoisie et à la classe moyenne, elle s'étend aux classes populaires à partir de 1920 aux États-Unis, de 1945 en Europe de l'Ouest et des années 1990 en Asie. L'émergence des énergies fossiles - charbon, pétrole et gaz - puis, après 1945, de l'énergie nucléaire – joue un rôle central dans le développement de la production des biens de consommation et des services que nous connaissons aujourd'hui.

La question énergétique est désormais un enjeu global, puisque c'est l'ensemble de la classe moyenne mondiale qui utilise l'électricité pour faire fonctionner une centaine d'objets présents, en moyenne, à domicile. **Cette situation contribue directement au réchauffement climatique tant que les énergies fossiles ne seront pas remplacées par des énergies alternatives. Dès lors, la révolution énergétique qui demande de diminuer la consommation ne peut être que mondiale.** Or, l'accès aux ressources énergétiques rares ou limitées est devenu de plus en plus conflictuel au fur et à mesure que la demande de consommation augmentait, faisant ces deux dernières décennies de la consommation un sujet brûlant.

DOCUMENT PRINCIPAL (suite et fin)

Vers une économie de pénurie.

L'entrée des classes moyennes urbaines chinoises, brésiliennes, indiennes et russes dans la société de consommation provoque une forte hausse du prix des matières premières, de l'énergie et des « protéines » (soja). Cette flambée de l'essence et des produits alimentaires pèse sur les catégories les plus fragiles, accroissant les tensions entre classes sociales⁶, comme en témoigne le mouvement des « Gilets jaunes ». Ces dernières années, trois crises majeures – sanitaire (Covid-19, 2020), logistique (2021) et militaire avec la guerre en Ukraine (2022) – sont venues imposer de nouvelles contraintes. Le ralentissement du système d'approvisionnement mondial par manque de containers crée de l'inflation, notamment des prix de l'énergie, qui écorne le budget des ménages. Dans le même temps, l'inflation se traduit par la remontée des taux d'intérêt et donc du coût de la dette. Autant de facteurs qui concourent à la mise en place d'une économie de pénurie et donc à une consommation plus sobre.

Nécessaire pour limiter les conflits liés à la compétition autour des ressources naturelles et le réchauffement climatique, cette baisse de la consommation se heurte à la justice sociale et à la survie des entreprises. Une tension qui explique l'attraction des citoyens pour les régimes populistes, qui ne font pas de l'écologie leur priorité. **Or, la bonne volonté des tenants de la sobriété volontaire ne suffira pas à diminuer la consommation d'énergie fossile. Elle nécessitera probablement une bonne dose de planification et de contrainte qui pèsera plus sur les classes moyennes et moyennes supérieures que sur les ultra-riches.**

Dominique Desjeux, *Sciences Humaines* n°349, Juillet 2022

⁶ Dominique Desjeux, *l'Empreinte anthropologique du monde. Méthode inductive* illustrée, Peter Lang, 2018

DOCUMENT 1

« IL FAUT DÉFINIR NOS BESOINS AUTHENTIQUES COLLECTIVEMENT »

Entretien avec Razmig Keucheyan, propos recueillis par Aude Martin, *Alternatives économiques*, n° 410, mars 2021

Pour le sociologue Razmig Keucheyan, la réponse à la question « de quoi avons-nous vraiment besoin ? », ravivée par les crises sanitaires et environnementales, doit être débattue collectivement. [...]

Une réflexion sur les besoins est indissociable, selon vous, d'une forme de planification. Pourquoi ?

La création de besoins artificiels toujours plus nombreux dans notre société est à rechercher, on l'a vu, dans la logique même du capitalisme, par essence productiviste et consumériste. Au début de la crise sanitaire, un autre type de fonctionnement économique a pointé le bout de son nez – sans perdurer, malheureusement – où les besoins étaient au cœur de l'organisation de la production. Avec l'urgence de trouver des masques et des respirateurs, les besoins immédiats ont pris le dessus sur la logique marchande, ce qui a conduit à des phénomènes de réquisition ou de contrôle des prix. Sans tomber dans les métaphores guerrières employées alors par le pouvoir exécutif en France, nous avons eu un aperçu de ce que pourrait être une économie planifiée, où l'on commence par définir collectivement des besoins, et où l'on produit en fonction ensuite.

[...] L'un des défis aujourd'hui est donc de planifier la satisfaction des besoins démocratiquement. Sinon, nous risquons de tomber dans la « dictature sur les besoins », qu'Agnes Heller¹ percevait en URSS². En clair, un système économique qui met au centre la satisfaction des besoins suppose à mon sens une planification écologique qui se fixe pour objectif non pas la croissance comme aujourd'hui, mais la décroissance matérielle de la production. [...] La délimitation entre l'authenticité et l'artificialité des besoins doit être décidée démocratiquement, elle ne peut pas être posée a priori.

¹ Philosophe et sociologue hongroise.

² Union des Républiques Socialistes Soviétiques (30 décembre 1922 - 25 décembre 1991) : État fédéral à régime communiste qui était assimilé à une dictature car les besoins du peuple étaient définis par l'État exclusivement.

DOCUMENT 2

DÉCONSOMMATION : LES FRANÇAIS ACHÈTENT MOINS POUR ACHETER MIEUX

Jessica BERTHEREAU, *pourleco.com*, le 26 décembre 2019, modifié le 6 janvier 2022

Dans certains secteurs, les ventes baissent en volume et grimpent en valeur. Le vieillissement démographique limite aussi la consommation.

Les modes de consommation sont en train de changer en profondeur. C'est le constat fait par de nombreux experts qui observent une baisse de la consommation dans plusieurs secteurs. En France, les volumes de produits de grande consommation achetés dans les grandes surfaces alimentaires ont chuté de 0,8 % en 2018, selon la société d'études IRI. En valeur, en revanche, les ventes ont progressé de 1,1 %. « Les Français sont en train de changer, ils veulent consommer moins, mais mieux, explique Emily Mayer, directrice des affaires stratégiques chez IRI. Ils achètent, par exemple, de plus en plus de produits biologiques. »

De son côté, le cabinet Kantar WorldPanel annonce aussi une baisse des volumes achetés (- 1,2 %) en 2018. Il intègre dans ses calculs les produits de grande consommation, mais aussi les produits dits « frais libre-service ». Tout comme IRI, Kantar WorldPanel constate chez les Français un désir de consommation plus responsable. « Pour consommer mieux, les consommateurs sont prêts à mettre le prix dans des produits de qualité et plus sains. Ils sont même prêts à payer plus cher pour valoriser le travail des agriculteurs », souligne le cabinet.

D'autres raisons expliquent la baisse des volumes achetés. La démographie, d'abord. « La population française croît moins vite et vieillit. Or, un foyer de personnes âgées consomme structurellement moins qu'une famille avec deux enfants », indique Emily Mayer. Ensuite, les consommateurs répartissent leurs achats entre un plus grand nombre d'enseignes, y compris les petits commerces de proximité, les circuits courts (marchés, associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, etc.) et bien sûr Internet. [...]

DOCUMENT 3

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE MÉPRISÉES PAR LES POLITIQUES

Par Hortense Chauvin, 29 septembre 2021, *reporterre.net*

Pas de contrainte institutionnelle

Le professeur de sciences politiques Bruno Villalba évoque un processus « d'individualisation » de la sobriété. Cette dernière, explique-t-il, est souvent réduite à une vertu morale ou spirituelle individuelle dans le discours dominant, à l'image de la « sobriété heureuse » promue par Pierre Rabhi¹. « C'est un problème, cela dépolitise la question de la sobriété, explique le chercheur. Si ce n'est qu'une démarche personnelle, personne ne m'y contraint, mis à part mon propre raisonnement. Or nous savons que l'on transige, que l'on négocie en permanence avec nos propres règles et capacités morales, contrairement à une contrainte institutionnelle négociée démocratiquement. »

Cette réduction de la sobriété à une démarche personnelle limite son efficacité. Sans transformation systémique de nos infrastructures et de nos modes d'organisation, les efforts de sobriété finissent en effet fatalement par se heurter à un mur. Une étude du cabinet de conseil Carbone 4 avait montré, en 2019, qu'un Français adoptant un comportement « héroïque » pourrait au maximum réduire son empreinte carbone de 25 %, le reste dépendant de transformations du système sociotechnique ne pouvant être amorcées qu'au niveau de l'État. « Prenons l'exemple d'une politique cyclable, explique Éric Vidalenc, spécialiste des questions énergétiques à l'Ademe et conseiller scientifique du centre de réflexion Futuribles. Acheter un vélo est une décision individuelle. Mais si vous n'avez qu'une 2x2 voies disponible pour aller au travail, vous n'irez pas jusqu'à risquer votre vie sous prétexte de « vouloir faire votre part ». Tout dans un tel contexte vous pousse à aller vers la solution fossile dominante. » [...]

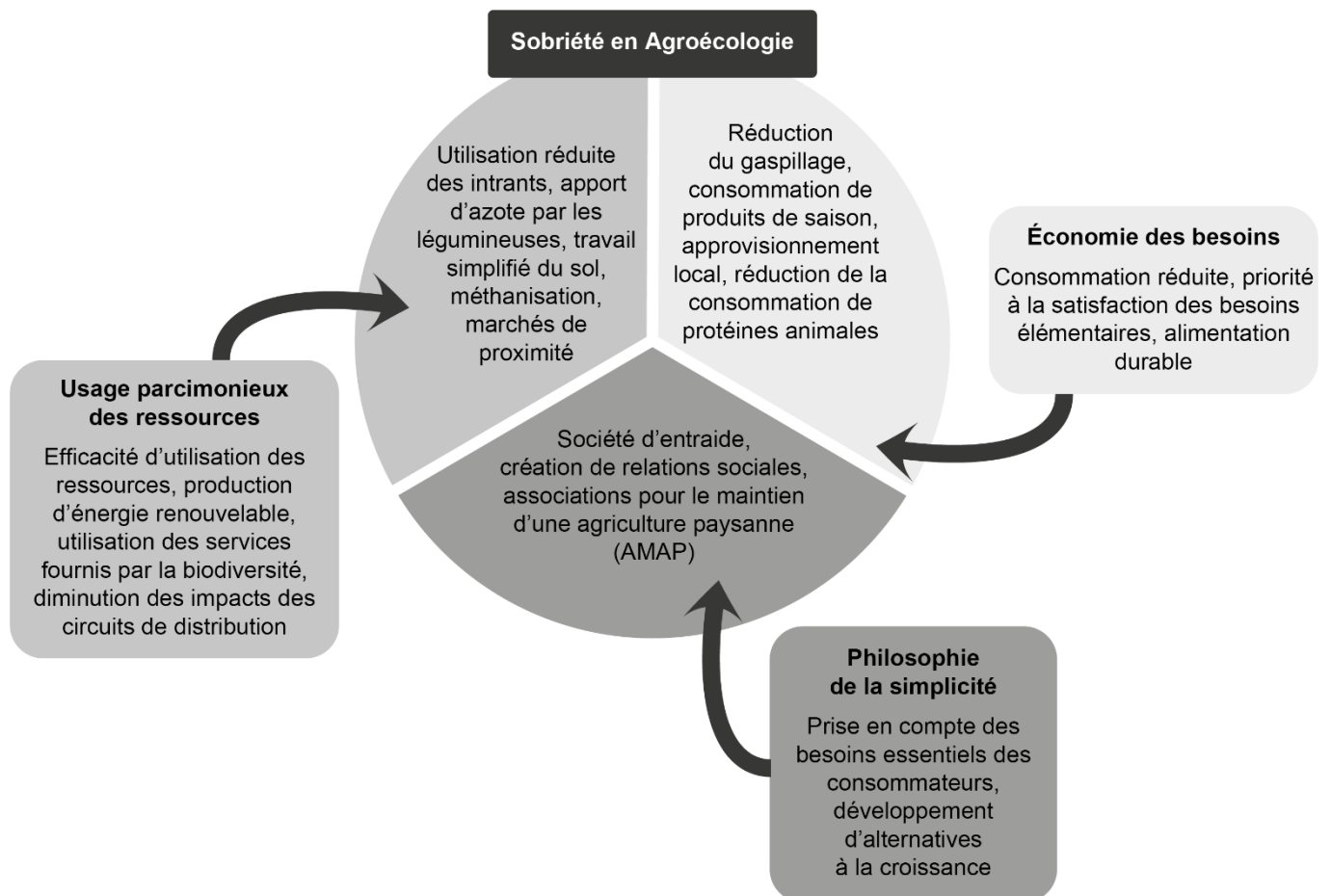
Tant que les gouvernants nationaux et locaux continueront de percevoir l'écologie comme un problème pouvant être traité « à la marge », ces freins structurels ne devraient pas être levés, selon Patrick Behm². « La sobriété demande un virage politique extrêmement fort, insiste-t-il. Nos politiques n'ont malheureusement pas encore le courage de le prendre. »

¹ Écrivain et agriculteur qui prônait la simplicité volontaire, décédé en 2021.

² Directeur Général d'Enercoop, une coopérative française qui est un fournisseur d'énergie renouvelable.

DOCUMENT 4

D'ABZAC J., BAKAYOKO I., BELGODERE G., DUCHATEAU T., GRILLET S.,
« Les différents concepts de la sobriété et leurs applications en Agroécologie »,
<https://dicoagroecologie.fr/dictionnaire/sobriete>, 2021



DOCUMENT 5

L'ACHAT INUTILE, SUMMUM DU GASPILLAGE

Ryûnosuke KOIKE, *Éloge du peu*, Éditions Picquier, 2019

Si, malgré tout, certains d'entre vous n'arrivent pas encore à se défaire de cette peur du « gaspi », tentez de réfléchir posément à ce qu'est le gaspillage.

Le véritable gaspillage, n'est-ce pas plutôt de racheter un ordinateur ou un téléphone portable sous prétexte que le vôtre ne vous plaît pas, puis d'en changer encore parce que vous vous êtes lassé du précédent ? De racheter un objet un peu abîmé alors qu'il pourrait être réparé ? De se laisser entraîner ainsi dans un cycle de consommation préjudiciable à la société ?

Le summum du gaspillage, est-ce se débarrasser d'un objet qui n'a plus d'utilité ou s'enferrer dans un cycle de consommation frivole et néfaste pour l'environnement ?

Lorsque nous renonçons à nos possessions, notre esprit est libéré de leur mémoire, son fardeau soulagé d'autant. Jeter ce qui est inutile nous allège, nous permet d'aborder notre quotidien avec sérénité et, par conséquent, de nous comporter de façon apaisée avec notre entourage, de travailler plus activement.

Devenir une personne qui exerce une influence positive autour d'elle me paraît bien meilleur pour l'environnement que de garder des objets inutiles.